

N° 15 – 13 avril 2022.

### En bref

Les membres du Congrès colombien seront les mieux payés d'Amérique latine en 2022, après que le gouvernement national a approuvé une augmentation de salaire de 7,26 % pour les employés du secteur public des entités nationales pour l'année en cours. Leur salaire mensuel passera ainsi de 34,4 MCOP (soit 8 190 EUR) à 36,9 MCOP (soit 8 785 EUR). Les fonctionnaires nationaux (les membres du Congrès, mais aussi les forces militaires, la police nationale, les enseignants, et les organes judiciaires) recevront cette augmentation à partir d'avril, mais elle sera également accordée de manière rétroactive pour les mois de janvier à mars. Avec cette augmentation, les membres du Congrès gagnent davantage que le Président de la République et les ministres, et près de 37 fois plus que le salaire minimum colombien, fixé à 1 MCOP. De fait, le salaire des membres du Congrès chilien passe cette année en deuxième position dans la région d'Amérique latine, d'autant qu'une loi récente au Chili prévoit de réduire leurs revenus.

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 37 M COP.

C'est le nouveau salaire des membres du Congrès colombien, qui deviennent les mieux payés d'Amérique latine.

## BOLIVIE

### La Bolivie et l'Argentine signent un nouvel accord sur la fourniture de gaz bolivien.

La négociation, qui a donné lieu à une réunion entre les deux chefs d'État jeudi 7 avril, avait pour objectif de fixer les nouvelles conditions financières de livraison du gaz bolivien à l'Argentine durant l'hiver austral. Ainsi, la Bolivie s'engage à livrer au moins 14 M de m<sup>3</sup>/jour de gaz et à donner la priorité à l'Argentine en cas de surplus de production. Le prix de 8 à 9 USD par million de British thermal units (1 BTU correspondant à 28,3 m<sup>3</sup>) est maintenu dans la limite de 10 M de m<sup>3</sup>/j. Au-delà de ce seuil, chaque million BTU supplémentaire coûtera 20 USD. Selon la compagnie publique YPF, il s'agit

“du meilleur prix de l'histoire” pour la Bolivie et ceci devrait se traduire par des revenus supplémentaires de 100 MUSD pendant l'hiver austral 2022. L'Argentine est également gagnante avec cet accord, au vu des prix qu'elle paie pour le GNL importé des États-Unis ou du Qatar notamment. La Bolivie s'appête dès lors à renégocier son contrat avec le Brésil, son premier client, qui avait imposé ses conditions pendant la pandémie.

## COLOMBIE

### Gustavo Petro présente son programme électoral.

Il y a quelques jours, le candidat de gauche aux présidentielles colombiennes Gustavo Petro présentait officiellement son programme de gouvernement, intitulé « *Colombia, potencia*

*mundial de la vida*». L'un des principaux axes, et certainement le plus controversé, consiste à abandonner progressivement l'extraction du pétrole pour orienter le pays vers une économie productive interdisant l'exploration et l'exploitation des gisements de pétrole et de charbon non conventionnels. Ainsi, les projets pilotes de «fracking» (scission entre des blocs géologiques) seraient arrêtés, tandis que les contrats et les licences d'exploration d'hydrocarbures ne seraient pas renouvelés et que de nouveaux contrats ne seraient pas signés. L'exploitation minière à ciel ouvert serait également interdite. En compensation, le candidat de gauche propose la promotion des activités agricoles, du tourisme local et des énergies renouvelables. D'autre part, Gustavo Petro propose une démocratisation de la propriété foncière pour mettre fin aux terrains improductifs, qui seraient redistribués aux familles rurales. En termes de sécurité sociale, le plan de gouvernement insiste sur la nécessité d'une réforme permettant l'accès universel au système de retraite, qui deviendrait principalement public. Le système de santé connaîtrait une transformation du même ordre, financé par une fiscalité progressive. Le système judiciaire serait également réformé afin d'accroître l'indépendance des organes de contrôle et de lutter contre la corruption. Enfin, il propose une nouvelle politique de défense nationale, qu'il estime plus adaptée au fait que les accords de paix ont été signés il y a désormais six ans.

### **Federico Gutiérrez présente un programme dans la lignée du gouvernement actuel.**

Le candidat de droite aux élections présidentielles était un des derniers à présenter son programme de gouvernement. Celui-ci,

intitulé « *Orden y oportunidades* », propose notamment sur la question des retraites d'augmenter la subvention actuelle Colombia Mayor de 80.000 à 330.000 COP et de la faire bénéficier à 3 millions de personnes. Cette mesure, qui évite la question d'une réforme en profondeur du système, coûterait au gouvernement 10.000 Mds COP par an (2,38 Mds EUR). D'autre part, le candidat de droite propose d'accroître les financements régionaux de 40 %, ce qui permettrait aux gouverneurs et aux maires d'investir dans d'autres domaines que l'éducation, l'eau et la santé, qui reviennent traditionnellement aux régions. Toutefois, pour ces deux mesures, le programme de gouvernement ne précise pas d'où proviendraient les financements additionnels. Par ailleurs, comme le candidat Petro, Federico Gutiérrez propose une réforme du système judiciaire qui permettrait le renforcement de l'indépendance des organes de contrôle. En revanche, il s'oppose fondamentalement à l'approche de Petro sur le thème des hydrocarbures, puisqu'il propose de dynamiser l'extraction pétrolière, notamment par le recours à la technologie de fracking. Sur le thème de la sécurité, Gutiérrez entend lutter contre la criminalité urbaine par le renforcement des unités spéciales, et le retrait des fonctions administratives à la police, qui se concentrerait sur les questions de sécurité. Enfin, sur le thème de l'éducation, le candidat de droite propose de poursuivre le programme « Matricula 0 » que le Président Duque avait lancé, en augmentant le nombre de bénéficiaires de la gratuité de l'enseignement supérieur de 700.000 actuellement à 1 million. Pour les non-bénéficiaires, il propose une flexibilisation des méthodes de paiement à l'aide d'une période de grâce, là où Gustavo Petro propose d'effacer les dettes des étudiants.

## Selon la Banque mondiale, la croissance sera de 4,4 % en 2022.

Le rapport semestriel des perspectives économiques de la Banque mondiale indique que le PIB devrait croître de 4,4 % cette année, un résultat revu à la hausse comparé au précédent, qui ne prenait pas en compte les conséquences de la guerre en Ukraine. En outre, selon l'organisation, il s'agira de la croissance la plus élevée de la région, devant l'Équateur (4,3 %), la Bolivie (3,9 %) et l'Argentine (3,6 %), tandis que la région enregistrerait une croissance moyenne de 2,3 %, parmi les plus faibles du monde. Pour 2023, la Banque mondiale prévoit un ralentissement de la croissance colombienne à 3,5 %.

## ÉQUATEUR

### Le processus de concession d'aéroports régionaux est en préparation.

Le Ministère des transports et des travaux publics prépare la concession de 17 aéroports régionaux de villes petites et moyennes, parmi lesquels les aéroports de Manta, Latacunga, San Cristóbal et Santa Rosa avec la possibilité de les attribuer de manière groupée. Outre San Cristóbal, aux Galapagos, ces aéroports accueillent essentiellement des activités liées à l'exportation. Des groupes américains, coréens, colombiens et mexicains ont fait part de leur intérêt de participer au processus d'attribution des concessions.

### Le niveau d'IDE est historiquement faible.

En 2021, l'Équateur a recueilli le niveau le plus faible depuis 11 ans en termes d'Investissements directs étrangers (IDE), à hauteur de 620 MUSD (contre 1,1 Md USD en 2020). Cela représente 0,58% du PIB (contre 1,1% en 2020). Les flux d'investissements de la France en 2021 ont représenté 25 MUSD, derrière le Costa Rica (85 MUSD), les États Unis (83 MUSD), la Suisse (80 MUSD), la Chine (76 MUSD), l'Allemagne (42 MUSD), le Royaume Uni (39 MUSD) et le Mexique (35 MUSD).

## GUYANA

### La Banque mondiale prévoit une croissance de 47,9 % en 2022.

Selon l'organisation internationale, le Guyana devrait enregistrer une croissance de 47,9 % cette année, et serait le seul pays d'Amérique latine et des Caraïbes avec la Barbade à connaître une croissance à 2 chiffres. Concernant 2023, la Banque mondiale prévoit une croissance de 34,3 %, toujours propulsée par un secteur pétrolier en plein développement, dont le bloc Stabroek est détenu à 45 % par Exxon, à 30 % par Hess Guyana Exploration Ltd, et à 25 % par CNOOC Petroleum Guyana Ltd.

## PÉROU

### Petroperú inaugure enfin l'extension de la raffinerie de Talara.

Huit ans après le début du projet de modernisation et d'extension de la raffinerie de Talara (au nord du Pérou), les nouvelles

infrastructures seront mises en service de manière progressive sur une période de 6 mois. Celles-ci permettront d'élever la capacité de la raffinerie de 65.000 à 95.000 barils par jour. Selon l'entreprise publique, le projet a nécessité un investissement de 5,1 Mds USD (dont un surcoût de 84 MUSD lié à la pandémie), financé par des fonds propres, des émissions obligataires et un prêt octroyé par des banques commerciales et garanti par l'Etat espagnol. La nouvelle raffinerie doit permettre de dégager des marges de 9 à 11 USD par baril, soit un triplement des bénéfices que généraient les anciennes installations. L'inauguration de l'unité de production, à laquelle doivent assister le Président Castillo, son cabinet, des autorités locales et l'ambassadeur d'Espagne, intervient toutefois dans un contexte d'incertitudes pour Petroperú, dont la note de crédit a été dégradée récemment par les agences de notation. Les critiques sur la transparence financière de l'entreprise ont contraint l'exécutif à nommer un nouveau président en la personne d'Humberto Campodonico, un économiste de gauche qui a déjà occupé cette fonction en 2011-2012 durant le mandat du Président Humala.

### **Les Péruviens sont confrontés à une pénurie de passeports et le Ministère de l'intérieur essuie les critiques.**

Le 11 avril, des centaines de voyageurs péruviens ont raté leurs vols et perdu leurs billets à l'aéroport Jorge Chavez, en raison de l'arrêt durant quelques heures de la fourniture de passeports d'urgence par le Ministère de l'intérieur. Depuis près d'un an, la Superintendance des migrations ne proposait que des rendez-vous à horizon lointain pour un renouvellement de passeport (6 mois voire plus), du fait d'une pénurie de « livrets », et recommandait aux voyageurs internationaux de

renouveler leur passeport à l'aéroport dans les 48 heures précédant leur départ. Néanmoins lundi dernier, des problèmes techniques ont entraîné une rupture du service, laissant les voyageurs sans solution et provoquant l'indignation de l'opinion. Le gouvernement actuel est accusé d'avoir tardé à réagir ; l'annulation en septembre 2021 d'un appel d'offres pour l'achat de nouveaux livrets aurait même aggravé la situation. Une normalisation n'est pas attendue avant mai (livraison de nouveaux livrets), alors que de nombreux passeports arrivent actuellement à expiration 5 ans après la mise en place du passeport biométrique au Pérou.

### **Le Congrès approuve l'exonération de l'IGV pour certains produits de base.**

Afin de contrer la hausse des prix résultant de la guerre en Ukraine, le Congrès a approuvé le projet de loi de l'exécutif visant à exonérer 5 produits de base de l'Impuesto General a las Ventas (IGV, équivalent de la TVA et fixé à 18%) : le poulet, les œufs, les pâtes, le pain et le sucre. L'exonération sera en vigueur du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet. Les analystes soulignent que cette mesure va réduire l'une des principales recettes fiscales de l'État. Selon le Ministère de l'économie, la proposition initiale (qui incluait la farine et des produits carnés) représentait une perte fiscale mensuelle de 50 MPEN (13,4 MUSD). D'autre part, cette mesure ne se traduira pas forcément par une baisse des prix dans la mesure où les chaînes de production incluent des produits non-exonérés. Ainsi, une mesure ciblée telle que des subventions directes aux ménages vulnérables aurait pu s'avérer plus efficace et moins coûteuse.

## SURINAME

**Le pays met en place une subvention aux carburants à titre provisoire.**

Le 8 avril, le gouvernement a décidé la mise en place d'une subvention temporaire sur le diesel et l'essence sans plomb pour aider à amortir la hausse des prix des carburants sur le marché international. La subvention sera financée par les revenus supplémentaires provenant de la compagnie pétrolière d'Etat Staatsolie. Le gouvernement a annoncé que l'augmentation des coûts des carburants intervient à un moment où l'économie surinamaïse s'est stabilisée et où le pouvoir d'achat se redresse.

## VENEZUELA

**La production de pétrole était de 728.000 bpj en mars selon les autorités vénézuéliennes.**

Selon les chiffres officiels du gouvernement, la production était de 728.000 barils de pétrole par jour (bpj) en mars, soit une baisse de 60.000 bpj comparé au mois de février. Cependant, ces données sont en contradiction avec celles de l'OPEP, selon laquelle la production vénézuélienne en mars aurait été de 697.000 bpj. Dans les deux cas, la production reste nettement inférieure à l'objectif du gouvernement Maduro d'atteindre 2 millions bpj en 2022. En outre, l'Observatoire vénézuélien des finances (OVF) a fait la remarque que les réserves internationales de la Banque centrale du Venezuela (BCV) avaient diminué de 168 MUSD entre le 31 décembre et le 8 avril, alors que les prix du

pétrole ont augmenté sur la même période de 40 USD par baril. L'Observatoire craint que des ressources financières supplémentaires soient cachées sur des comptes privés ou bien sur des comptes en Chine.

**La Russie approuve un accord avec le Venezuela pour l'exploration spatiale.**

Samedi dernier, la Russie a renoncé à la Station spatiale internationale (ISS), symbole de la coopération avec l'Occident depuis plus de vingt ans. En conséquence, le gouvernement russe a annoncé un accord de coopération avec le Venezuela pour l'exploration et la recherche spatiales pacifiques, qui sera soumis à la Douma (la Chambre des députés russe). Moscou et Caracas prévoient de développer des projets communs, sans toutefois les préciser. La Russie a annoncé le 8 avril dernier son intention de construire une nouvelle station orbitale pour remplacer l'ISS.

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 13 avril 2022.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	903 584	75 578	21 899	1 832	1,3 M	11%	5,8 M	49%
Equateur	865 263	47 756	35 508	1 960	1,2 M	7%	13,8 M	77%
Colombie	6 088 619	117 438	139 729	2 695	7 M	14%	35 M	68%
Pérou	3 552 467	105 143	212 528	6 290	2,5 M	7,5%	26,3 M	79%
Venezuela	521 618	18 436	5 697	201	7,9 M	27%	14,3 M	50%
Am. du sud	56 452 910	n.d	1 291 140	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB			Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.	2022 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38,7	-7.7	5.5	4,0	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282,2	-8.2	5.1	3,8	-9,4	59,3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93,07	-7.5	2.5	3,5	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6,8	43.3	16.3	48,7	-5,6	36,9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188,4	-11.1	8.4	4,6	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2,8	-13.4	0.6	1,5	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27,9	n.a	-30	-10	-3,0	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45,3	382,7	-9.9	5.8	2,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211,4	1312,6	-4	3.6	1,5	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5.8	6.1	2,5	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128,9	1133,2	-8,2	5	4,0	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, octobre 2021), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)